

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38030 Grenoble cedex 2

Grenoble, le 25/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PURFER

70 rue Champ Roman

38400 ST MARTIN D HERES

Références : 2022-Is031SSP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement PURFER implanté 70 rue Champ Roman 38400 ST MARTIN D HERES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- 70 rue Champ Roman 38400 ST MARTIN D HERES
- Code AIOT dans GUN : 0006103143
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société PURFER DERICHEBOURG exploite un site de récupération et de tri de métaux, ainsi qu'une activité de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage. Ces activités sont autorisées par arrêté préfectoral n°89-569 du 10 février 1989, complété par l'arrêté préfectoral n°2014-021-0027 en date du 21 janvier 2014 qui met à jour le classement des activités.

Pour l'activité de dépollution et de démontage de VHU, la société dispose d'un agrément délivré par arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD 38-2018-10-17 du 25 octobre 2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention du risque d'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)
Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Lettre de suite préfectorale
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 2	/	Sans objet
Systèmes de détection et d'extinction automatique	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	/	Sans objet
Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/02/1989, article 4.1 et 4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite d'inspection, 2 non-conformités ont été constatées concernant l'absence de réserves de sable pour lutter contre un incendie au niveau du stockage des métaux et l'absence de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : A la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni l'état des stocks de son site. Cet état des stocks recense les stocks de ferrailles, des autres métaux et les produits dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants: 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
Constats : Les matières dangereuses sont identifiées dans l'état des stocks dans une rubrique spécifique. <u>Observation n° 1</u> : Les mentions de dangers des matières dangereuses visées par la nomenclature des installations classées ne sont pas indiquées dans l'état des stocks. Les batteries sont identifiées spécifiquement dans l'état des stocks.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions de l'article 47 sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : L'exploitant a indiqué que l'état des stocks est mis à jour en fonction des entrées et des sorties de matériaux. Cette mise à jour est donc généralement quotidienne. Interrogé sur la possibilité de fournir l'état des stocks en cas d'incident sur le site ou de perte d'utilité, l'exploitant a expliqué que l'état des stocks étant intégré à un logiciel du groupe DERICHEBOURG, il peut être fourni depuis l'extérieur du site par un agent ayant accès au logiciel. L'exploitant a fourni un plan général des zones d'activités et de stockage du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Systèmes de détection et d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : Le bâtiment de stockage et l'atelier ne sont pas équipés d'un système de détection d'incendie. Interrogé par téléphone à l'issue de l'inspection, le responsable QSE du site indique que les opérations d'entreposage, de dépollution, de démontage et de découpage de véhicules hors d'usage se sont pas réalisées dans ces bâtiments et par conséquent il considère que la prescription relative à la détection incendie ne s'applique pas. <u>Observation n° 2</u> : Si les opérations citées ne sont effectivement pas réalisées dans ces bâtiments, la présence d'un système de détection incendie dans ces bâtiments n'est donc pas formellement imposée. Toutefois, étant donné que des déchets dangereux sont stockés dans ces bâtiments, notamment des batteries et des liquides inflammables, l'inspection considère que l'installation d'un système de détection incendie apparaît souhaitable a minima au niveau des zones de stockage des produits dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/1989, article 4.1 et 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : La défense incendie extérieure sera assurée à l'aide de deux poteaux normalisés, branchés sur une conduite, capables de débiter 60 m ³ /h pendant 2 heures, sous une pression dynamique minimal d'un bar. Ils devront être implantés à une distance inférieure à 200 m du chantier. La défense intérieure sera constituée : 4.2.1. De deux robinets d'incendie armés de diamètre 20 mm, d'une longueur minimale de 20 m pouvant fonctionner simultanément et installés suivant les règles de l'art. 4.2.2. Chaque abri et chaque poste de travail seront équipés d'extincteurs adaptés aux risques à défendre : - extincteurs à eaux pulvérisées de type 21 A à raison d'un appareil pour 250 m ² (minimum deux appareils par atelier, magasin, entrepôt, etc.) - extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques - extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et parfaitement accessibles. 4.2.3. Tout poste de découpage au chalumeau sera doté d'au moins un extincteur portatif.
Constats : Deux poteaux incendie sont présents sur la voie publique à moins de 200 m du site. A l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 25 mars 2022 les débits de ces poteaux incendie fournis par Grenoble Alpes Métropole. Ces poteaux ont des débits de 120 m ³ /h sous 2,3 à 2,8 bars. Par ailleurs, l'Inspection a constaté la présence des deux RIA sur le site et d'extincteurs répartis dans les différentes zones. Les RIA et les extincteurs sont visibles et accessibles. L'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas de découpage au chalumeau sur ce site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : [...] - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'absorbant, mais n'a pas constaté de réserve de sable sur le site. <u>Non-conformité n°1 :</u> Il n'a pas été constaté de réserve de sable ou de matériaux assimilés susceptible de permettre de lutter contre un incendie sur le site contrairement aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : D'après le registre des contrôles de sécurité présenté par l'exploitant, le dernier contrôle des RIA et des extincteurs a été réalisé le 28 septembre 2021 par la société Qualiprev'Incendie. Suite à la visite, l'exploitant a transmis par mail du 23 mars 2022 les rapports de contrôle des RIA et des extincteurs. Le rapport de contrôle des RIA met en évidence un défaut : "la tubulure en galva du RIA n°2 n'est pas adaptée". <u>Observation n°3</u> : L'exploitant devra préciser les suites données au défaut relevé le 28/09/2021 par l'organisme de contrôle du RIA n°2 concernant sa tubulure. Le rapport de contrôle des extincteurs indique que deux extincteurs ont été remplacés suite au contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : [...] V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;- du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ;- les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.
Constats : <u>Non-conformité n° 2</u> : Le site n'est pas équipé d'une rétention permettant de recueillir les eaux d'extinction en cas d'incendie contrairement aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale